

EXCLUSIF. VIDEOS. Marine Le Pen : « Je ne veux pas le chaos »

FACE AUX ELECTEURS. Première des cinq principaux candidats à être auditionnée par nos lecteurs, la patronne du Front national appelle à oser lui ouvrir les portes de l'Élysée.

Quand nous avons reçu Marine Le Pen au siège du « Parisien » - « Aujourd'hui en France » à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), pour qu'elle y soit interrogée par nos lecteurs, la candidate FN à la présidentielle débarquait d'un avion du Tchad et s'apprêtait à s'envoler le soir même [pour Moscou](#). Une campagne au pas de charge, mais elle tient le choc « sans prendre aucun médicament ou quoi que ce soit », assure-t-elle. La candidate d'extrême droite, en tête dans les sondages ou ex aequo avec Emmanuel Macron, s'est efforcée à la pédagogie sur la sortie de l'euro et a répondu avec aplomb aux questions sur les affaires.

Après Marine Le Pen, ses quatre principaux concurrents – Emmanuel Macron, François Fillon, Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon – se prêteront aussi à cet exercice. Les six autres candidats seront interviewés d'ici au 1^{er} tour.

Affaires. « Le juge peut bien attendre cinq ans de plus »

Boris Bigot. L'affaire Fillon suscite chez les Français un dégoût des politiques. Vous-même n'êtes pas un exemple de probité. Que proposez-vous pour moraliser la vie politique ?

Marine Le Pen. Je ne suis pas un exemple ? C'est vous qui le dites. Vous n'en savez rien.

Boris Bigot. Vous avez refusé de répondre à la convocation de la justice...

J'ai [refusé de m'y rendre](#) parce qu'il y a quinze mois j'ai demandé la désignation d'un juge d'instruction. On m'a dit non et on a attendu l'ouverture de la campagne présidentielle pour désigner ce fameux juge d'instruction. Ce genre d'instrumentalisation de la justice n'est pas admissible. Alors, s'ils ont attendu quinze mois, ils peuvent bien attendre un mois et demi de plus, ou cinq ans... Je suis victime d'une persécution judiciaire, menée par M. Schulz (*NDLR : l'ex-président du Parlement européen*). Le Parlement européen ne supporte pas qu'il y ait une opposition en son sein. Tous les mouvements politiques eurosceptiques ont fait l'objet de poursuites... Certains de nos assistants parlementaires ont aussi des responsabilités politiques. Tout le monde a le droit d'avoir un engagement politique à côté de son travail. Au Parlement, ils veulent transformer les députés, les assistants parlementaires – bref, tout le monde – en fonctionnaires européens. Moi, je suis députée et j'ai été élue pour combattre l'Union européenne. Et mes assistants aussi combattent l'Union européenne. Et c'est ça qui pose un problème (*NDLR : le Parlement européen soupçonne le FN d'avoir mis en place un système d'emplois fictifs avec vingt assistants parlementaires qui auraient en réalité travaillé pour le parti et non pour leurs eurodéputés*).

VIDEO. Marine Le Pen : «Je suis victime d'une persécution judiciaire»

Philippe Puissant. Mais que proposez-vous pour moraliser la vie politique ?

Il n'y a aucune solution magique. On n'empêchera jamais quelqu'un qui a le souhait de s'enrichir de le faire. Les affaires de M. Fillon révèlent que c'est un homme qui aime l'argent. Et c'est en contradiction avec l'image qu'il a voulu donner de lui.

Philippe Puissant. Mais il y a sûrement des solutions de fond ?

La solution de fond, c'est qu'il y ait enfin une opposition à l'Assemblée nationale grâce à la proportionnelle. L'opposition sert à jouer un rôle d'aiguillon. Quant aux instances de contrôle, elles ne devraient pas être politisées. La Haute Autorité pour la transparence de la vie publique est présidée par M. Nadal. Or, il a appelé à voter Hollande en 2012. Vous croyez qu'il est neutre ? Moi non.

Bernard Lecomte. Certaines personnes de votre entourage, comme Frédéric Chatillon, ont un passé extrémiste. Ne pensez-vous pas que cela gêne la vitrine du FN ?

Ils ont été au GUD (*NDLR : un syndicat étudiant d'extrême droite*) quand ils étaient jeunes, c'est vrai. Mais Anne Méaux, la grande prêtresse de la communication de François Fillon, elle n'était pas au GUD quand elle était jeune ? Et M. Novelli (*NDLR : proche de François Fillon*), il était pas au GUD ? Et M. Longuet, il était pas chez Occident ? Et alors ? Avoir été au GUD, c'est plus grave que d'avoir été condamné pour un délit ? Tout cela est mis en avant pour me gêner. Si Frédéric Chatillon est dans ma campagne en tant que responsable du print et du Web, c'est parce que c'est un bon professionnel.

VIDEO. Marine Le Pen tacle Fillon, un «homme d'argent», et Macron, un «one shot»

Union européenne. « Je suis européenne »

Jovana Boece. Une sortie de l'euro n'aurait-elle pas un impact négatif sur nos échanges ?

Non, au contraire, cette sortie aurait un impact positif. Une liberté politique retrouvée et une liberté économique salutaire. Je veux engager une négociation avec l'Union européenne. La France ne sera pas seule dans cette négociation, mais elle sera leadeuse. Avec, à ses côtés, la Grèce, qui réfléchit à retrouver une monnaie nationale, l'Italie, le Portugal et l'Espagne, qui a retrouvé une part de compétitivité mais au prix d'une baisse de salaires massive. Je veux dire aux Français qu'on a le droit de négocier quand quelque chose ne fonctionne pas, que ce soit la monnaie ou Schengen. Soit cette négociation aboutit, soit elle n'aboutit pas. Mais, dans les deux cas, il y aura un référendum. Et le peuple décidera de rester ou de sortir de l'Union européenne, avec l'objectif qu'il y ait une autre Europe. Car moi, je suis européenne. Je crois en l'Europe, mais en une Europe des coopérations, celle d'Airbus et d'Ariane, pas à cette Europe devenue totalitaire et qui avance sans et même contre le peuple.

Jovana Boece. Mais l'euro nous protège...

L'euro a entraîné une très grave augmentation des prix et une très grave baisse du pouvoir d'achat. Les statistiques nous expliquent tout le contraire car elles prennent en compte des écrans plats ou des appareils photo dont les prix ont diminué grâce au progrès technologique. Mais on ne se nourrit pas d'écrans plats ! La baguette de pain, le café au zinc le matin, c'était un franc et c'est passé à un euro. En outre, l'euro est un inconvénient majeur à la création d'emplois car il a créé les conditions d'une perte de compétitivité de l'économie française. Il y a trois moyens de retrouver sa compétitivité quand on est en concurrence : soit on baisse les salaires, soit on réduit le système de protection sociale – ce que proposent certains candidats –, soit on agit sur la monnaie. Moi, je refuse de baisser les salaires, de diminuer la protection sociale et je choisis d'agir sur la monnaie. M me Merkel a dit que l'euro est trop faible pour l'Allemagne. Moi, je dis que l'euro est trop fort pour la France. Il va bien falloir se mettre un jour autour d'une table, puisque personne ne trouve d'avantage à cette monnaie unique, et envisager d'arrêter cette expérience.

VIDEO. Marine Le Pen : « Je suis européenne »

Philippe Puissant. Tout le monde affirme que sortir de l'Europe serait une catastrophe.

Alors, est-ce bien réaliste de votre part ?

Mais quels sont leurs arguments à tous ceux qui mettent en avant le « projet peur » ? Ce sont les mêmes qui, lors du débat sur l'euro, nous ont survendu cette monnaie et refusent d'admettre qu'ils se sont trompés. Moi, je dis que quand on s'est trompé il faut le reconnaître. Mais cela doit se faire de manière réfléchie, rationnelle, préparée. Je ne veux pas le chaos. Dans le cadre du calendrier de négociations que je veux mettre en oeuvre – délocalisations, Schengen... –, l'euro sera l'ultime étape car je veux attendre le résultat des élections en Allemagne à l'automne prochain avant de renégocier.

Philippe Puissant. Comment allez-vous limiter les délocalisations ?

En faisant du protectionnisme intelligent. Je prends le cas de Whirlpool. Voilà une entreprise qui fait de très gros bénéfices. Elle décide de partir en Pologne en laissant 300 salariés sur le carreau en France, sans compter les sous-traitants. Elle part produire en Pologne pour nous revendre ses produits. Il faut envisager de taxer, à 35 %, les produits qui reviennent en France. C'est ce que font Donald Trump aux Etats-Unis ou Theresa May en Grande-Bretagne. Ces pays réalisent que le libre-échange total est un drame. Il renforce les économies de pays émergents mais il ruine nos économies. En un tweet, Trump a réussi à sauver 5 000 emplois !*

Economie. « Il faut débarrasser les indépendants du RSI

»

Bernard Lecomte. Si vous êtes élue, comptez-vous revaloriser les retraites ?

Je vais m'attaquer immédiatement au problème des petites retraites. En augmentant, tout d'abord, le minimum vieillesse, de 800 à 1 000 €. Ensuite, en mettant en place une prime de pouvoir d'achat. Elle ne pèsera ni sur les particuliers ni sur les entreprises mais sera financée par une taxe de 3 % qui sera une cotisation sociale à l'importation. Elle sera prélevée sur tous les produits et les services qui reviendront en France. Cela permettra de dégager 15 Mds€ qui seront redistribués à tous les salariés et les retraités qui perçoivent moins de 1 500 € par mois. Cela leur fera 1 000 € supplémentaires en moyenne par an. Je veux aussi interdire aux complémentaires santé de faire de la publicité à la télévision, radio, presse nationale pour faire baisser leurs frais de gestion et donc baisser les tarifs pour les personnes âgées.

Jovana Boece. Que comptez-vous faire pour l'insertion des jeunes diplômés dans le marché du travail ?

D'abord, je vais leur offrir la possibilité de se loger plus facilement. J'augmente de 25 % l'APL (aide personnalisée au logement) pour les jeunes de moins de 27 ans. Autre problème auquel ils sont confrontés, c'est qu'on leur dit : expérience exigée ! Comment décrocher un premier contrat quand on vous demande d'avoir déjà une première expérience ? Je propose une suppression totale de charges pour l'employeur pour une première embauche pendant deux ans, pour les jeunes de moins de 21 ans. Celui qui embauche un jeune n'ayant jamais eu d'expérience professionnelle, qui lui met le pied à l'étrier, ne paiera aucune charge sur ce contrat. Cela peut inciter des entreprises à donner leur chance à des jeunes.

Boris Bigot. Un contrat en CDI ou en CDD ?

Peu importe. Bien sûr que l'on préfère un CDI, mais je veux que sur leur CV les jeunes puissent mettre : « J'ai travaillé de telle date à telle date dans une entreprise ». C'est cela que demandent les autres pour les embaucher.

Boris Bigot. En tant que chef d'entreprise, je ne vais embaucher que des CDD de deux ans et je vais bénéficier de cette exonération de charges...

Eh bien, ce n'est pas grave. Si vous faites ça tous les deux ans, tous les deux ans vous allez former un jeune. Sur dix ans, cinq jeunes auront une expérience sur leur CV et pourront plus facilement trouver un emploi.

Boris Bigot. Et comment aidez-vous les PME ?

Il faut massivement intervenir pour les TPE-PME. Beaucoup d'efforts ont été faits par le passé, peu ont été suivis des promesses annoncées. Je me souviens de M. Gattaz (*NDLR : le patron du Medef*) avec son badge « 1 million d'emplois », lorsqu'il avait négocié le pacte de responsabilité, c'est-à-dire la baisse massive de charges dont ont bénéficié surtout les grosses entreprises. Il faut arrêter tout cela. Je transforme le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en baisse des charges. Cela fait 50 Mds€, cela ne va pas coûter un sou supplémentaire puisque ça existe déjà, mais je réoriente la baisse des charges intégralement sur les TPE et les PME. Ce sont elles qui créent l'emploi. Je baisse l'impôt sur les sociétés (IS), notamment en élargissant le seuil de 15 % d'IS pour les PME, et je crée un taux intermédiaire de 24 %. J'interviens aussi sur les indépendants, car c'est une source d'emploi. Il faut les débarrasser du RSI (Régime social des indépendants), un absolu cauchemar. Je l'appelle « le serial killer des indépendants ». Or il n'y a pas de France indépendante sans indépendants. Je vais même mettre en oeuvre une amnistie des arriérés du RSI. Car si on ne repart pas de zéro, on ne réglera pas le problème de tous ces indépendants qui sont en train de faire faillite.

Boris Bigot. Vous effacez l'ardoise ?

Oui.

Cela s'élèvera à combien ?

Les chiffres ne seront pas révélateurs, car une grande partie des sommes réclamées par le RSI n'auraient pas dû l'être. C'est une mesure de saine gestion.

Et les 35 heures ?

Je suis pour la négociation par branche. A une condition, à la différence de MM. Macron et Fillon : 39 heures, c'est payé 39 heures. Pas 37 heures.

Santé. « Moi, je veux préserver la Sécu »

Dominique Pavot. Maintiendriez-vous le tiers payant généralisé ?

Marine le Pen. Contrairement à d'autres candidats liés à des assurances ou des laboratoires, je veux préserver la Sécurité sociale. Il faut en même temps supprimer le tiers payant généralisé. Les médecins libéraux veulent rester libéraux. Leur choix ne doit pas être orienté par cette prise en main financière. C'est le médecin qui doit déterminer ceux qui doivent bénéficier du tiers payant. Parce qu'il sait quelles familles sont en difficulté. Je crois en l'humanité des médecins ! Je fais confiance aux Français, je ne les accable pas de tous les défauts. Arrêtons de les culpabiliser. Le trou de la Sécu, c'est la faute des malades. Le déficit de l'indemnité chômage, c'est la faute des chômeurs, celui des retraites, c'est la faute des retraités, des Français qui ne travaillent pas assez ! Et nos dirigeants, eux, ne se remettent jamais en cause. Les candidats ont tous été ministres, Macron, Fillon, Hamon et même Mélenchon ! Bernard Lecomte

Que ferez-vous pour améliorer la vie des handicapés ?

Je vais augmenter l'allocation pour les handicapés adultes. Et faire un effort pour les aidants, en leur accordant un trimestre supplémentaire tous les cinq trimestres travaillés. S'il n'y avait plus d'aidants, et qu'on doive financer des gens pour faire ce travail, ça coûterait des dizaines de milliards d'euros. Il faut aussi renforcer la lutte contre toutes les discriminations liées au handicap et à la santé. Les personnes frappées par le cancer, de plus en plus jeunes, devront bénéficier d'un droit à l'oubli. Pas au bout de dix ans, car alors on est mort socialement : on ne peut plus bénéficier de prêts pour acheter une maison, une voiture, louer un appartement... Je réduis ce délai à cinq ans. Et puis il faut traiter l'autisme.

Bernard Lecomte. C'est-à-dire, un plan autisme ?

Oui. C'est essentiel. Aujourd'hui, les familles d'enfants autistes lourds sont obligées d'aller en Belgique parce qu'il n'y a pas de centre dédié pour accueillir leurs enfants dans notre pays. Les troubles du spectre autistique ne sont pas détectés dans les écoles, faute de formation. Les médecins sont peu formés. Or cela fusille des vies entières d'enfants, et des familles.

Sécurité. « Remettre la justice, la police et l'école en ordre »

Stéphane Wulleman. Votre slogan, « la France apaisée », n'est-il pas décalé par rapport à la situation du pays ?

La France apaisée, ce n'est pas un constat mais un objectif. C'est vrai que les tensions n'ont jamais été aussi fortes, sur le plan social, le plan sécuritaire... Mais ce n'est pas une fatalité. Cette violence est la conséquence d'une démission de l'Etat. Par exemple, les zones de non-droit, ça fait longtemps qu'on en entend parler et la situation ne s'améliore pas. Aujourd'hui, on voit aussi des manifestations contre la police – alors que nous sommes, je le rappelle, en état d'urgence –, souvent accompagnées d'actes de violence et de cocktails Molotov lancés sur les policiers. Ce n'est pas une incivilité faite par des sauvagions, mais une tentative de meurtre contre nos forces de l'ordre ! Et rien n'est fait, l'Etat reste les bras ballants. Une société apaisée, c'est une société qui remet sa justice, sa police et son école en ordre. Quand un « Vous êtes jolie, mademoiselle » se transforme en un « Vas-y la pute », c'est qu'il y a un problème !

Bernard Lecomte. Vous laissez entendre qu'avec vous, les attentats n'auraient peut-être pas eu lieu. Mais vous proposez quoi ?

Premièrement, je rétablis nos frontières nationales. Deuxièmement, j'expulse les étrangers fichés S en lien avec le fondamentalisme, par principe de précaution. Je lutte aussi contre le fondamentalisme islamiste en fermant les mosquées salafistes ou encore en interdisant l'UOIF (*NDLR : l'Union des organisations islamiques de France*).

VIDEO. Les dix mesures choc de Marine Le Pen contre le terrorisme

Intégration. « Trois mois de service militaire obligatoire »

Jovana Boece. Vous vantez le principe d'assimilation républicaine. Mais en quoi est-il plus efficace que celui de l'intégration ?

L'intégration, ça consiste à dire aux gens que lorsqu'ils arrivent dans un pays, ils n'ont pas à se soumettre aux règles de ce pays, ils peuvent garder leurs traditions et leurs cultures. Alors que dans l'assimilation – que je préconise –, les gens se fondent dans la société dans laquelle ils vivent en adoptant sa tradition et sa culture.

Jovana Boece. Mais que préconisez-vous ?

Réduire très fortement l'immigration. Je préconise en outre la suppression des cours de langues d'origine à l'école. Car cela renvoie les élèves concernés à leurs origines. Ce n'est pas le rôle de l'école républicaine.

Bernard Lecomte. Etes-vous favorable au retour du service militaire ?

Oui. Il faut d'abord redonner les moyens à l'armée qui est à l'os. Je suis favorable au retour d'un service militaire mixte de trois mois. Il faudra lier plusieurs objectifs, comme développer le service patriotique, mais aussi faire à un moment donné la photographie de la jeunesse de France sur son état de santé, son niveau scolaire, etc. Pour les étudiants, cela ne perturbera pas leurs cycles d'études, car ce service pourra être fait l'été, entre juillet et septembre. Il faudra reconstruire des casernes, et c'est un coût. C'est pour cela que je vois ce projet aboutir à la fin du quinquennat.

Son avenir. « Si je ne suis pas au second tour, je continuerai à me battre pour mon pays. A quelle place, à quel poste, je n'en sais rien. »

Stéphane Wulleman. Qu'est-ce qui vous a poussée à suivre les traces de votre père, vous qui, mieux que quiconque, connaissiez les difficultés de la vie politique ?

L'amour du pays. Le sentiment qu'on ne peut pas rester passif devant la situation. C'est vrai que j'ai toujours voulu m'écarter de la politique. Jeune, j'ai tout fait pour ne surtout pas rentrer dans ce milieu-là. J'en connaissais tous les aspects les plus épouvantables, j'ai tout vu : les trahisons, les sacrifices de la vie personnelle, en partie de la famille. J'ai eu une formation continue. Mais moi, je ne peux pas être heureuse toute seule. Je ne peux pas vivre en voyant mon peuple souffrir. Il faut que je sois active.



Jovana Boece. Quelle relation entretenez-vous avec votre père ?

Je n'en entretiens pas. Il conditionne le retour à des relations familiales à la mise en oeuvre de relations politiques. Moi je lui ai dit clairement : je ne ferais plus de politique avec toi. Comme il n'en démord pas, il ne peut plus y avoir de relations père-fille. J'en suis malheureuse d'ailleurs...

Jovana Boece. Pourtant, il a eu la gentillesse de vous prêter de l'argent ?

Ce n'est pas son argent, c'est celui des adhérents du Front. Cette structure a été montée dans le but de financer les campagnes du FN (NDLR : Cotelec, le microparti de Jean-Marie Le Pen). C'est normal qu'il respecte la raison sociale de l'association. Ce n'est pas une gentillesse de sa part.

Boris Bigot. Quelle conclusion tirerez-vous si, comme je le pense, vous n'êtes pas au second tour ?

Je ne partage pas votre opinion. Je continuerai à me battre pour mon pays. A quelle place, à quel poste, je n'en sais rien. Mais c'est une question qu'il faudra peut-être poser à M. Macron. J'ai l'impression que c'est du « one shot » son opération, une sorte de coup de poker. Je ne le sens pas profondément investi pour sauver le pays, porté par des convictions tellement solides qu'il n'arrive d'ailleurs pas à les exprimer.

Boris Bigot. Je vous dis que vous ne serez pas au second tour, parce que je travaille sur les marchés et que j'écoute mes clients, ils ont peur de votre programme économique...

Votre terrain, c'est les marchés. L'intérêt des marchés est contraire à l'intérêt du peuple.

Boris Bigot. Je suis fromager !

Au temps pour moi. *(Rires.)* C'est des marchés que j'apprécie beaucoup plus. Alors, c'est bizarre ce que vous me dites. Vos clients ont peur ? Mais c'est parce que le système veut leur faire peur pour que rien ne change. La réalité, c'est que, comme pour ce qui s'est passé avec le Brexit ou Donald Trump, il n'y aura pas de catastrophe. Au contraire.

VIDEO. Marine Le Pen : « Je n'entretiens pas de relations avec mon père »

BIO EXPRESS

Marine Le Pen

Née le 5 août 1968 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine).

Présidente du FN depuis 2011.

Députée européenne depuis 2004.

Candidate à la présidentielle pour la 2e fois (17,90 % en 2012).



Marine Le Pen avec les six lecteurs qui l'ont interrogée. (LP/Olivier Arandel et Olivier Lejeune.)